



**USAID**  
DU PEUPLE AMERICAIN



Dans la réalisation d'une activité d'appui à un ménage vulnérable dans son village, la présidente du KFF mobilise sa communauté dans le village de Antsakoamanga Bas, commune Antaritarika, district Tsihombe. Photo de Sedera Ramanitra/CRS



## Gouvernance locale: fondement de la mobilisation des acteurs et des ressources.

Apprentissage cumulatif du projet Maharo  
dans le Grand Sud de Madagascar



LAND OF LAKES

**VENTURE37**

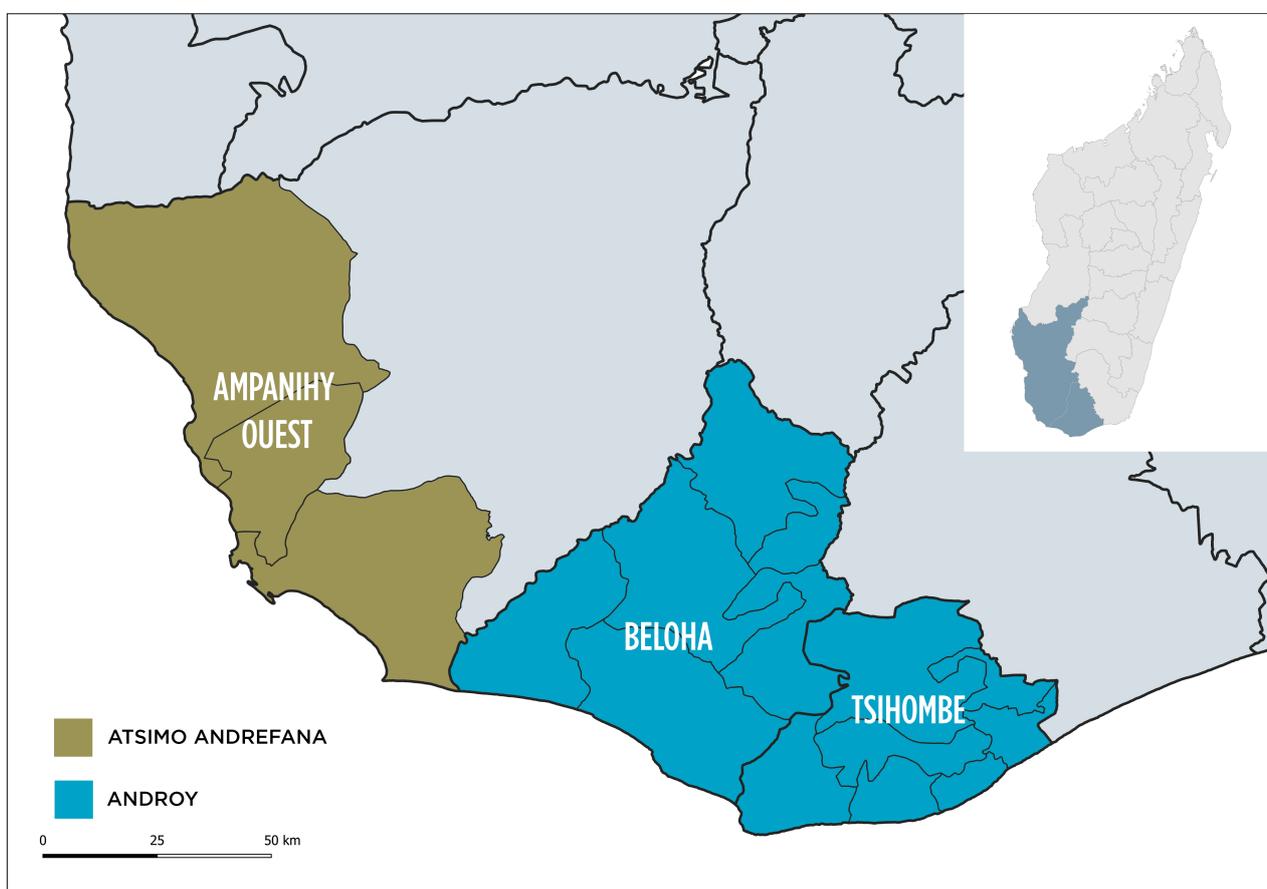


**HARVARD**  
T.H. CHAN

SCHOOL OF PUBLIC HEALTH

## INTRODUCTION

Le contexte dans le Sud de Madagascar, sur la sécurité alimentaire, est de plus en plus critique, face à l'accentuation de l'impact du changement climatique avec des sécheresses récurrentes, engendrant un accroissement du taux de la malnutrition aigüe. En commençant en 2019 jusqu'au fin septembre 2024, CRS a mené le projet de développement pour renforcer la résilience des ménages vulnérables, financé par Bureau of Humanitarian Assistance (BHA) de l'USAID, dénommé Maharo qui veut dire en malagasy capable de protéger ou de défendre. La mise en œuvre du projet est assurée par un consortium formé par CDD, Humanity et inclusion (HI), Youth First, Land O' Lakes / Venture 37 et deux universités à savoir l'université de Harvard et celle Cornell. Maharo travaille dans les districts de Beloha, Tsihombe, et Ampanihy dans le Grand Sud de Madagascar. Il dure 5 ans avec 55,580 ménages cibles.



## OBJECTIFS

Cet apprentissage a pour objectif de partager les leçons apprises relatives à la réalisation des activités d'appui à la gouvernance locale et d'évaluer leurs résultats sur la mobilisation des acteurs et des ressources pour renforcer la résilience et de la sécurité alimentaire des communautés.

Pour atteindre cet objectif, l'apprentissage essaie de répondre à trois questions spécifiques:

- 1 Comment la bonne gouvernance a renforcé l'engagement des autorités et de la population locale dans les activités de développement ?
- 2 Dans quelles mesures l'adoption de la bonne gouvernance constitue un levier de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des activités de développement local ?
- 3 Quelles sont les pratiques prometteuses à reproduire dans d'autres programmes et les points faibles à améliorer sur l'approche d'appui à la bonne gouvernance de Maharo ?

## MÉTHODOLOGIE

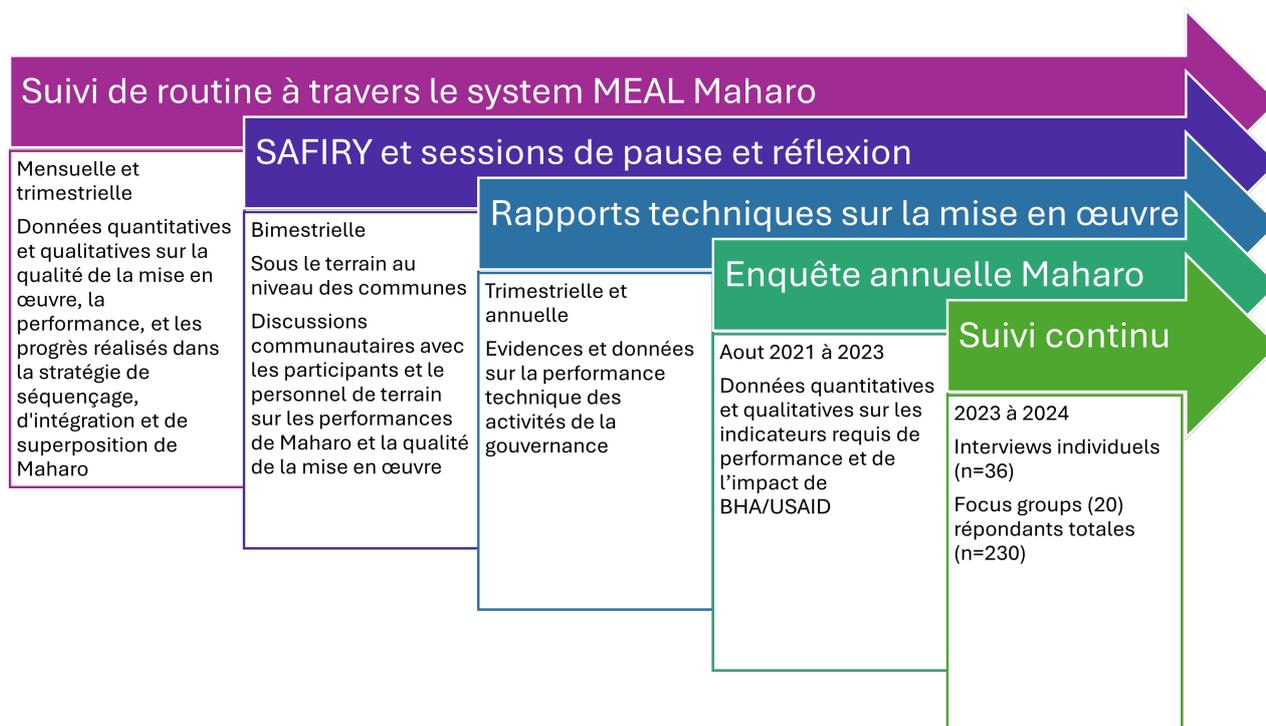
La méthodologie adoptée pour l'élaboration de ce document d'apprentissage sur la gouvernance a été subdivisée en deux parties principales suivant une approche de méthodes mixtes combinant à la fois des données quantitatives provenant des systèmes MEAL de Maharo et un suivi continu qualitatif supplémentaire.

Un examen approfondi de la documentation d'apprentissage existante suivant le plan d'apprentissage du projet Maharo a été effectué pour répondre aux questions d'apprentissage. Ces sources d'information comprenaient les données MEAL, les résultats des données de suivi continu du KFF<sup>1</sup> provenant des 18 sites sentinelles (Fokontany<sup>2</sup>), les données de l'enquête annuelle de Maharo et les principales leçons tirées des sessions bimestrielles de pause et de réflexion sur le terrain. En outre, des données secondaires comme les résultats des évaluations des IGL<sup>3</sup> des communes et l'évaluation du concours « commune » effectué par Maharo ont été prise en compte.

1 KFF : Komity Fampandrosoana ny Fokontany ou comité de développement villageois

2 Fokontany: Unité administrative le plus petit à Madagascar, ou un hameau.

3 IGL : Indice de Gouvernance Locale, c'est l'indicateur officiel de mesure de qualité de la gouvernance des communes appliqués à Madagascar. Il donne une note de sur 10 pour chaque commune. C'est le ministère en charge de la décentralisation qui effectue son évaluation pour chaque commune tous les 3 ans.



Des données qualitatives supplémentaires ont été collectées pour trianguler et valider les données et les preuves obtenues. Les informateurs clés et personnes cibles suivant ont été interviewés pour donner leurs perspectives sur leur perception de la gouvernance à la suite de l'intervention de Maharo et leur motivation relative à la mobilisation communautaire.

MÉTHODE DE COLLECTE	RÉPONDANTS	NOMBRE DE RÉPONDANTS
Focus group de discussion (FGD)	Structure locale de concertation (SLC)	4 groupes SLC <sup>4</sup> de 4 communes (29 répondants)
	Staffs communaux (Maires, ADL5) et les représentants District (adjoint)	4 focus groupes dans 16 communes (21 répondants)
	Groupe KFF	12 focus groups dans 18 fokontany (181 répondants dont 41% hommes, 39% femmes et 19% jeunes)
Interview individuel	Membres exécutifs et délibérant de la commune	8 individus
	Autres acteurs intervenant avec la commune	2 individus
	Représentants de la communauté	16 individus (25% femmes, 25% hommes, 50% jeunes)

4 SLC : Structure Locale de Concertation, c'est une structure au niveau de commune mise en place suivant le décret 2015 957 qui a un rôle consultatif, force de proposition et de mobilisation de la population locale.

5 ADL : Agent de Développement Local, c'est un staff de la commune chargé d'appuyer le Maire sur la conduite des activités de développement. Il n'y a pas de textes qui l'exige officiellement, mais tenant compte des bonnes pratiques à travers le pays, le ministère en charge de la décentralisation et le Projet Maharo a appuyé les communes d'intervention pour sa mise en place et opérationnalisation.

## ORGANISATION

Pour achever les objectifs, l'équipe du volet gouvernance a été organisée en 5 niveaux :

1. Le Team leader, au niveau central coordonne les activités du volet gouvernance et protection sociale et définissent les stratégies en coordination avec les autres volets du projet Maharo.
2. Le Spécialiste en protection sociale et le spécialiste gouvernance, au niveau régional, élaborent les approches de mise en œuvre des activités et supervise les équipes au niveau districts.
3. Les Officers organisent les interventions sur terrain et supervisent les Lead-intervenant sociaux.
4. Les Leads intervenants sociaux accompagnent les Intervenants Sociaux. Ils garantissent l'accomplissement des techniques.
5. Les intervenants sociaux (IS) sont les personnels qui ont de contact direct avec les participants sur terrain et font le renforcement de capacités des membres des comités de développement en matière de gouvernance.

Pour Maharo, les 439 comités de développement (KFF), qui sont composés de volontaires communautaires, assurent la mise en œuvre au niveau communautaire après renforcement de capacité et accompagnement données par les IS. Chaque comité de développement est composé de 10 à 15 membres. La participation des femmes et des jeunes au KFF a été importante, en particulier compte tenu des normes sociales et de genre qui prévalent dans les zones cibles de Maharo ; 43 % de ces comités sont des femmes et 38% sont des jeunes.

### ORGANISATION DE L'EQUIPE DU VOLET GOUVERNANCE



## PROCESSUS DES ACTIVITES D'APPUI A LA GOUVERNANCE LOCALE

Les activités de gouvernance locale comprennent deux niveaux qui s'effectuent de façon parallèle, mais complémentaires. Au niveau des communes, les activités ont suivi un processus en 4 étapes :

1. Etablissement d'une base de référence de la qualité de gouvernance à travers les Indices de Gouvernance Locale (IGL) développé par le Ministère de l'Intérieur (MID) et de la décentralisation et actuellement mis en œuvre par le Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, soutien des communes dans la mise en place et l'opérationnalisation des ADL.
2. Opérationnalisation de SLC<sup>6</sup> ou structure locale de concertation, avec un leadership de l'ADL qui travaille de concert avec l'équipe de projet pour la réalisation de cette activité.
3. Appui des communes dans le développement du PDLII ou Plan de développement local inclusif et intégré, c'est le plan de planification de développement de la commune. Sous la direction technique de l'ADL et l'équipe du projet, la structure de concertation discute et propose les axes prioritaires de développement de la commune. Le maire et les conseillers formalisent ensuite les contenus du plan de développement de la commune.
4. Accompagnement de la mise en œuvre du plan de développement des communes: l'équipe du projet appui l'ADL et le Maire dans la mise en œuvre des contenus du plan de développement.

A l'échelle du fokontany, le processus suivi est plus ou moins similaire. Il est composé de 4 étapes :



<sup>6</sup> SLC Structure Locale de Concertation, une plateforme inclusive et multi sectorielle où siège des représentants des différentes catégories et classes sociales dans la commune. Elle est chargée de donner des nouvelles propositions d'idée pour le développement, de mobiliser la population mais aussi d'être consulté par le Maire sur le sujet de développement de la commune.

A cela s'ajoute une activité qui s'effectue progressivement tout au long du projet consistant à assurer les formations spécifiques aux différentes structures en fonction de besoin telles que : administration communale, décentralisation, bonne gouvernance, planification, sensibilité au genre et inclusion. L'appui à l'adoption des outils et méthodes de travail au niveau des structures est également par les activités réalisées tout au long du projet en matière de gouvernance :

- Appui à l'utilisation des outils : cahier de travail de structures au niveau fokontany et commune
- Appui des communes à adopter la transparence et redevabilité : élaboration de normes de service, à mettre en place et à faire fonctionner des boîtes de réclamation et des panneaux d'affichage, et à encourager les échanges d'informations et les discussions au niveau de la structure de concertation. Appui du comité au niveau fokontany à tenir de réunion trimestrielle de partage et de concertation avec l'ensemble de la population locale.
- Appui à l'organisation de réunion mensuelle entre la commune et le comité au niveau fokontany. Cette réunion permet à la commune d'apporter un appui-conseil au comité villageois.

## RÉSULTATS CLÉS

Globalement, la gouvernance dans les zones d'intervention de Maharo s'est améliorée au cours de la durée du projet. Selon les évaluations de l'indice de gouvernance locale<sup>7</sup> menées par le Ministère, le score moyen dans les districts de Beloha et de Tsihombe n'était que de 2 sur 10 en 2018, et après deux ans d'activités de Maharo, en 2022, la note moyenne de ces districts est passée à 4 sur 10, dépassant la moyenne nationale qui est de 3,74/10<sup>8</sup>.

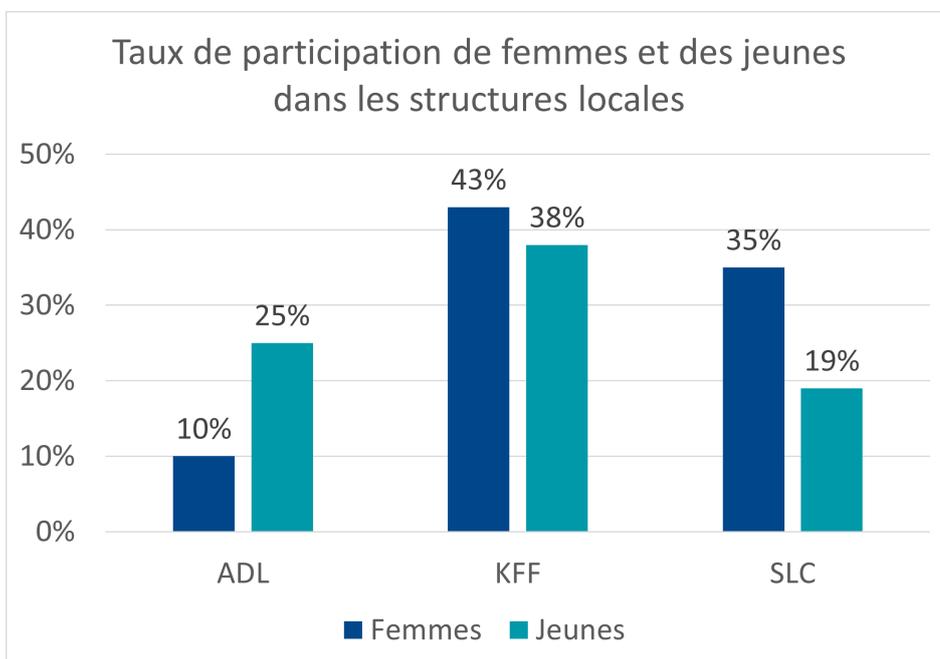


<sup>7</sup> Cinq (5) indicateurs sont utilisés pour mesurer le niveau de gouvernance locale à savoir (i) le niveau de participation de la population dans les affaires de la commune, comme dans l'élaboration et la mise en œuvre de plan d'action, (ii) le niveau d'inclusivité vu par la participation des jeunes et des femmes dans les différentes structures et dans l'élaboration et mise en œuvre de plan d'action ainsi que la prise en compte des groupe vulnérables dans les actions menées par la commune, (iii) La transparence et l'obligation de rendre compte : la disponibilité des informations sur les programmes d'activités et le budget de la commune, la disponibilité d'un standard de service et de lutte contre la corruption et le Niveau d'implication de la population sur les décisions prises par le conseil communal, (iv) L'application des lois par la commune : Respect du mécanisme de contrôle de légalité et transmission des comptes administratifs au Tribunal Administratif et (v) l'efficacité de la commune observée par la Satisfaction de la population par rapport aux services d'état civil, l'accès et aux services sociaux de base

<sup>8</sup> Source, MDAT, 2023

## Renforcement de la participation citoyenne dans la gouvernance locale

Les évaluations des IGLs ont montré une augmentation du niveau de participation citoyenne. La note moyenne de la participation citoyenne des 17 communes des districts de Beloha et Tsihombe était de 2,03/10 en 2018 et en 2022, cette note est de 3,92/10.



En termes de participation dans les différentes structures locales, selon les données MEAL, les femmes et les jeunes s’y intègrent activement et leur taux de participation moyen est supérieur à 20% sauf dans le cas de l’ADL. La participation ne se limite pas à une présence, mais se manifeste par le fait d’être actif au niveau de la SLC, comme dans l’élaboration de PDLII. Ce qui a conduit au fait qu’environ 20% des priorités dans ce plan de développement sont des activités pour la promotion de la femme et de la jeunesse.

Plus de 40% des priorités dans le PDLII concernent les activités d’amélioration de la sécurité alimentaire comme la formation des agriculteurs et éleveurs en technique améliorée, dotation de semence améliorée et de cheptels, amélioration de l’accès à l’eau potable et au service de santé<sup>9</sup>. Ce qui montre à quel point les principaux problèmes de la population sont tenus compte dans les priorités de développement de la commune.

“ La SLC a apporté de changement dans la commune, car elle a permis à toute catégorie des personnes de s’exprimer. Nous, les femmes, y sommes très actives non seulement dans le débat et la proposition d’idée, mais aussi dans les activités comme la sensibilisation pour les travaux communautaires et pour la demande d’actes de naissance pour les nouveaux nés.”

—MADAME ZISY, MEMBRE DE SLC, COMMUNE BEHABOBO, DISTRICT DE BELOHA

9 Selon l’évaluation des contenus des PDLII effectuée en 2023

## Renforcement de la participation de la population aux actions collectives

Les données de suivi continu de fonctionnalité de KFF ont montré que la majorité (59%) des membres de la communauté ont mentionné avoir participé aux activités communautaires dirigées par le KFF et la grande majorité (85%) affirment vouloir participer aux futures activités<sup>10</sup>. La participation des plus vulnérables dans l'élaboration et mise en œuvre de priorité de développement de fokontany a permis d'avoir que plus de 94%<sup>11</sup> des communautés ont des activités d'appui spécifiques pour les MVHs<sup>12</sup> dans leur PDF<sup>13</sup> et ont mis en œuvre une partie de ces activités. Les priorités concernent les besoins primaires et développement des AGRs. Ainsi, 19% des appuis communautaires pour les MVHH concernent la construction ou la réhabilitation des maisons et 62% sont des appuis pour le développement des agricultures comme l'appui à la préparation de sol et dotation de semence, dotation de cheptel par la communauté.

## Renforcement de l'inclusion sociale

Sur le plan inclusion sociale, 4% des membres de SLC sont des personnes en situation de handicap. Ce qui dépasse la proportion générale des personnes en situation d'handicap dans la zone qui est de 2%.<sup>14</sup> Donc, nos actions ont permis d'avoir à ces catégories d'avoir plus de représentation dans les SLCs. Grace à leur participation dans les SLC, toutes les infrastructures construites ou réhabilitées depuis la présence de Maharo sont inclusives.<sup>15</sup> Progressivement, au niveau de commune, les autorités prennent en compte les besoins des ménages plus vulnérables. Actuellement, selon le rapport d'appui à l'élaboration de budget des communes en 2024, 50% de nos communes disposent de rubrique Protection Sociale dans leur budget programme, alors que ce taux était de 10% au début du projet.



Rampe mise en place au niveau de la commune Marolina, district Beloha

10 Données suivi continu de KFF, 2023-2024.

11 Selon données MEAL Maharo, 2024.

12 MVHH *most vulnerable households* en anglais, ou ménage les plus vulnérables.

13 PDF indique le plan de développement de fokontany.

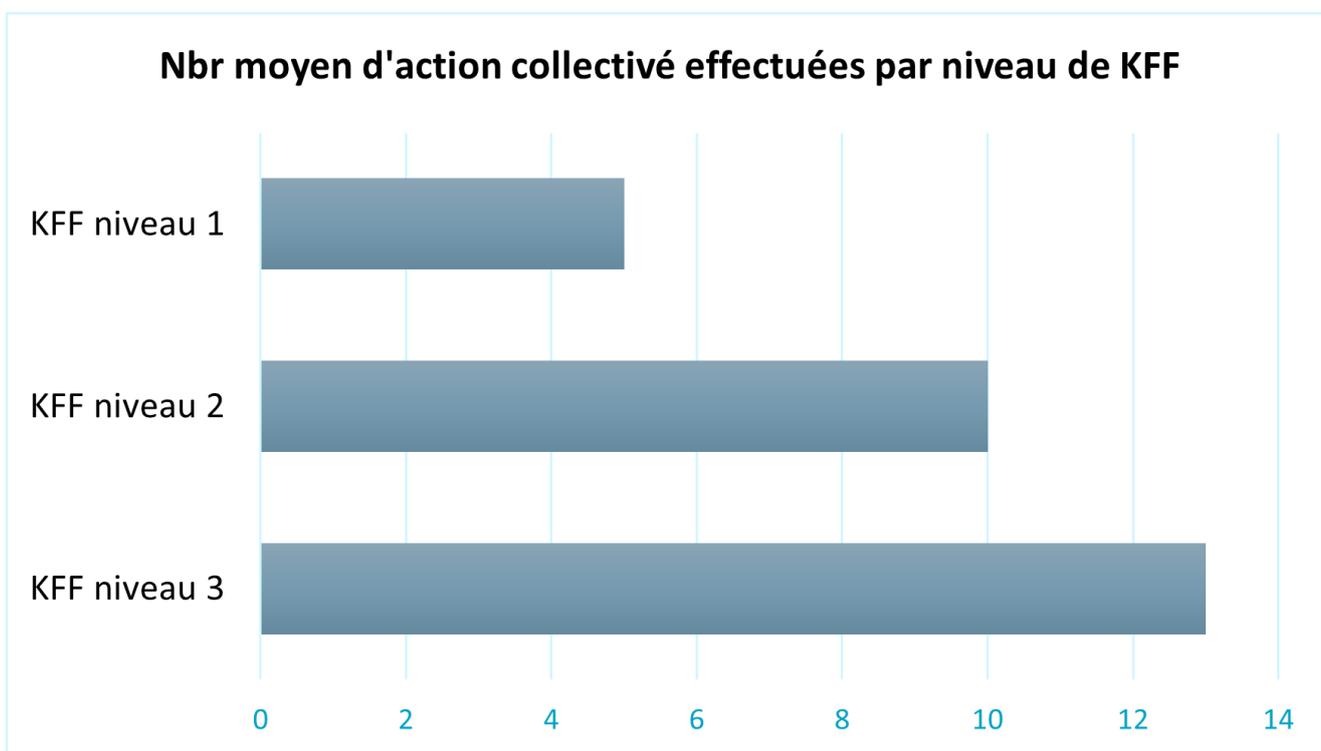
14 IMPEL. (2021). *Baseline Study of the Maharo Resilience Food Security Activity (RFSA) in Madagascar* (Vol. 1). Washington, DC: The Implementer-Led Evaluation & Learning Associate Award.

15 Selon le suivi continue de SLC et les données MEAL de MAHARO 2023-2024.

## Forte capacité de mobilisation des comités de développement de fokontany

L'évaluation des compétences de KFF effectuée, en février 2024, a fait ressortir que 91% d'entre eux ont atteint le niveau 3<sup>16</sup>. Cela signifie principalement que le KFF est capable de mobiliser la population locale et de faire de plaidoyer, et avoir de bonne relation de travail avec la commune et les autres acteurs. Il en résulte qu'ils sont capables de mobiliser la population locale. En effet, l'analyse des données à montrer que les KFFs de niveau 3 ont réalisé en moyenne 13,5 actions collectives depuis ses existences en 2020 alors que ceux de niveau 2 est de 10 actions collectives réalisés.

En somme que ce soit au niveau de fokontany ou de commune, l'appui à l'amélioration de la gouvernance a permis d'augmenter la mobilisation communautaire et a augmenté la motivation de la population locale à participer aux affaires publiques locales et permettent de prendre en compte leur besoin dans les priorités de développement inscrites dans le PDLII et le PDF.



## La bonne gouvernance, levier de mobilisation des ressources

Grâce à l'appui institutionnel et les renforcements des capacités données par Maharo, les communes d'intervention disposent de SLC opérationnelles, de PDLII établi de façon concertée, et de budget établi à temps. L'adoption de la bonne gouvernance par les communes motive les autres projets/ programmes et les parties prenantes actives dans les zones à les appuyer financièrement.

<sup>16</sup> On a mis en place une échelle de 3 niveaux pour évaluer les compétences de KFF, plus, il adopte la bonne gouvernance, plus son niveau est élevé. Les KFF de classe 1 sont ceux qui ont une documentation officielle et règlement intérieur. Ils sont formés sur les thématiques de bases en matière organisationnelle. Les KFF de classe 2 commencent à fonctionner avec un plan de travail annuel, à tenir des registres et à organiser des réunions régulières. Les KFF de classe 3 ont démontré leur viabilité. Ils participent activement à la mise en œuvre de leurs plans de travail annuels, font de plaidoyer pour obtenir des ressources et mobilisent les populations locales. Ils coordonnent toutes les actions de développement avec les acteurs communautaires et les bénévoles. Les KFF de la classe 3 collaborent étroitement avec la commune en participant à des réunions périodiques et en envoyant des rapports d'activité

Six communes ciblées par Maharo où les KFFs dynamiques ont menés un processus participatif PDF et PDLii ont reçu chacune un soutien financier de plus de 400 millions d'ariary (environs \$87 000 USD) dans le cadre du projet Mionjo, financé par la Banque mondiale dans la région d'Androy, pour mettre en œuvre les infrastructures prioritaires de leurs plans de développement. De même, 12 autres communes dans ces deux districts ont reçu plus de 60 millions d'Ariary (environs \$ 13 000 USD) chacune, dans le cadre de programme d'amélioration de service communal pour la réhabilitation de leur bureau.

### L'adoption de la transparence et la redevabilité facilite la mobilisation des ressources locales

Les appuis et accompagnements donnés à nos communes leur ont permis d'adopter comme méthode de travail la transparence et la redevabilité vis-à-vis de la population. Nos données MEAL ont montré que 19 parmi les 20 communes d'intervention pratiquent la transparence et la redevabilité sociale<sup>17</sup>. A part cela, la SLC de ces communes fonctionne bien et constitue un canal d'échange d'information entre les citoyens et les autorités locales.



Maison communale, tranompokonolona de la commune Nikoly, district Beloha en cours de construction, avec l'appui de la Banque Mondiale, projet Mionjo.

Il en résulte que 85%<sup>18</sup> des personnes interrogées ont affirmé être satisfaits sur la redevabilité et transparence pratiquée par la commune. Cette confiance renforcée entre les autorités et la population facilite grandement la mobilisation des ressources locales dans la réalisation des priorités de développement. Aussi, les communes ayant obtenu l'appui des partenaires n'ont pas de difficulté à mobiliser leur apport<sup>19</sup>.

17 Ce qui signifie que ces 19 communes remplissent les critères telles que l'existence et fonctionnement de tableau d'affichage, affichage de service des offres de services et les tarifs de services, la durée de délivrance de service, le plan de masse, les heures d'ouverture et de fermeture de bureau, le port de badge par les staffs, l'existence et fonctionnement de boîte à doléances.

18 Selon les résultats de l'enquête annuelle de Maharo, effectué en octobre 2023.

19 Evaluation de concours Commune effectué en janvier 2024.

“ Grâce à la redevabilité et la confiance de la population, nous n’avons pas eu de difficulté à réaliser nos apports dans la mise en œuvre des projets financés par les partenaires techniques et financiers comme la construction de hangar de marché et « tranompokonolona .»

– MAIRE DE LA COMMUNE NIKOLY, DISTRICT TSIHOMBE

## L’adoption de la bonne gouvernance facilite la mobilisation communautaire

Dans 74% des fokontans, les KFFs mettent en œuvre la transparence et redevabilité à travers les réunions trimestrielles avec la population pour partager des informations et pour rendre compte de l’avancement des activités de mise en œuvre de PDF et la planification des activités de prochaine période (trimestre). Ce qui renforce la confiance mutuelle entre KFF et la population. Aussi, 70% de nos fokontans ont pu mener des actions collectives, tel que la réhabilitation de piste, le reboisement, la stabilisation de dune, et la construction de puits, pour le développement. Cette mobilisation de ressources locales, contribue grandement à la mise en œuvre de PDF dont le taux moyen de réalisation est de 87%.

Au-delà de la mobilisation de ressources locales, il est également à noter que l’adoption de la bonne gouvernance par le KFF attirent les partenaires à apporter des appuys techniques et financiers pour la mise en œuvre de PDF. Neanmoins 13% des activités de PDF mise en œuvre sont financés par les partenaires.

## DÉFIS, PRATIQUES PROMETTEUSES ET RECOMMANDATIONS

### Défis rencontrés

Pendant la mise en œuvre, la mise en œuvre de la gouvernance a dû faire face à des multiples défis. Parmi ces défis, nous signalons deux défis majeurs, relatif à la promotion de la bonne gouvernance :



Travaux communautaires de réhabilitation de piste



Un point d’eau réalisé grâce au partenariat du KFF avec le PNUD dans le fokontany de Talaky Bas, Commune Antaritrika

- **Les autorités locales n’avaient pas l’habitude à faire participer la population dans les affaires publiques** telles que l’élaboration et mise en œuvre de plan d’action. Pour y faire face, la valorisation du KFF et de la SLC, qui est un relais entre la commune et la communauté, a pu relever le souci grâce à la favorisation de la consultation et la redevabilité communautaire et transparence renforçant la confiance mutuelle.

- **L'expérience de la population locale en matière d'assistance alimentaire humanitaire continue au cours des dernières décennies a posé un problème d'engagement communautaire** et d'appropriation du développement dans la conception et la mise en œuvre des plans de développement, en particulier lorsqu'il s'agit de contributions en nature. La responsabilisation des autorités traditionnelles, dits *Fanagnandrae*<sup>20</sup> personnes très écoutées et influentes dans la société Antandroy, dans la mobilisation de la communauté a été la clé de voute de changement observé sur terrain, sur cet aspect.

### Pratiques prometteuses

Nous avons trois principales pratiques prometteuses à promouvoir afin d'assurer la promotion de la bonne gouvernance qui conduit à son tour à la mobilisation des ressources et communautaire :

- **La mise en place et opérationnalisation de deux structures locales** à savoir KFF et SLC ont permis la mobilisation communautaire au niveau KFF et au niveau SLC. A travers le visionnement communautaire, ces structures ont pu définir les priorités de développement de chaque fokontany et commune. Ce qui a favorisé l'appropriation des actions de développement par la population et motivation sur la participation et mobilisation dans les actions collectives.
- **L'implication et la responsabilisation des représentants de l'état, chef de district, et les autorités locales** (Maire, Chef fokontany et autorités traditionnelles) dès le début, a permis de développer un esprit d'appropriation et conduit vers la durabilité des acquis. Cette responsabilisation a été concrétisée entre autres par des conventions de collaboration entre la Commune, Maharo et le Ministère en charge de la décentralisation.
- **La coordination avec les parties prenantes et autres acteurs a permis d'assurer la complémentarité** des actions et accentuent l'impact du projet. C'est le cas de notre coordination avec le projet MIONJO qui a permis aux communes de bénéficier des appuis financiers importants.



Réunion des membres du KFF avec l'équipe du projet Maharo, dans le village Antsakoamanga Bas, commune Antaritarika, district Tsihombe. Photo de Miguel Rasolofo/CRS

20 Fagnandray signifie localement dans le dialecte Tandroy, parents.

## RECOMMANDATIONS

---

Pour les futures interventions et pour assurer la continuité des acquis de Maharo sur la promotion de la bonne gouvernance, nous avons quelques recommandations :

- Pour assurer une appropriation de la bonne gouvernance, la réalisation de formation n'est pas suffisante. Il est nécessaire d'effectuer d'accompagnement de proximité et régulière dans la mise en œuvre des actions auprès de commune et Fokontany. Dans le cadre de cet accompagnement, il est recommandé à ce que l'agent responsable de l'accompagnement peut passer à la commune ou au fokontany à chaque demande d'appui.
- De même, les agents accompagnateurs dans les activités de gouvernance doit avoir une maîtrise du mécanisme de fonctionnement de l'administration en général et de la commune et du fokontany en particulier. L'administration est un élément de la gouvernance. Une formation des formateurs sur l'administration communale, comme MAHARO l'a fait doit être effectuée.
- Afin de renforcer les acquis, on sollicite le gouvernement et les autres acteurs à continuer de travailler avec le KFF et la SLC qui sont les socles de la gouvernance locale.
- Il est nécessaire de continuer les appuis à la mobilisation des ressources propres de la commune afin d'assurer la durabilité des changements. Cela se passera à la fois par la mobilisation communautaire et le renforcement du DEL<sup>1</sup> qui permettra d'améliorer les revenus de la population et ensuite de leur permettre de s'acquitter de leur devoir citoyen via le paiement des impôts et taxes.

<sup>1</sup> Développement économique local : c'est un concept qui responsabilise la commune dans l'appui au développement des activités économiques de la population, permettant l'amélioration de revenu de la population.

La foi ne connaît  
pas de limites



---

Catholic Relief Services | 228 W. Lexington Street, Baltimore, MD 21201, USA | [crs.org](http://crs.org) | [crsespanol.org](http://crsespanol.org)  
Lot II Y 24 Bis Ampasamimalo - Antananarivo - Madagascar - BP: 66073

Pour plus d'information, contacter le Représentant Résident de CRS Madagascar, Amakala Sodio - [constantin.sodio@crs.org](mailto:constantin.sodio@crs.org)

© 2024 Catholic Relief Services. Tous droits réservés. 24MK-1148866M